

La *Kreditanstalt für Wiederaufbau*

Histoire

La *KfW* (*Kreditanstalt für Wiederaufbau* ou « Institut de Crédit pour la Reconstruction ») est la banque publique de développement allemande, basée à Frankfurt. Elle a été créée dans l'immédiate après-guerre, en juin 1948, par le gouvernement militaire anglo-américain, alors en charge d'administrer l'Allemagne vaincue. Il avait été convenu de créer une société de prêt en charge de gérer les fonds de reconstruction du Plan Marshall. Aujourd'hui, la *KfW* est entièrement détenue par l'État allemand et son existence pleinement institutionnalisée dans le droit public. Depuis sa création, ses activités ont évolué pour répondre aux enjeux économiques et sociaux de l'Allemagne ([Mertens 2021](#)).

Architecture et gouvernance

Actuellement, la structure de son actionnariat se répartit entre l'État fédéral, qui détient 80% des actions, et les *Länder*, qui détiennent les 20% restant. Son Conseil d'administration compte 37 membres : deux sièges sont réservés aux ministres fédéraux des Finances et de l'Économie et de l'Énergie, tandis que les 35 autres membres sont choisis par le Parlement, au sein desquels on trouve des représentants des municipalités, de l'agriculture, du commerce ou bien encore d'associations de logement. Le Conseil est en outre complété par quatre représentants syndicaux et deux représentants industriels ([KfW 2024](#)).

Compte tenu de sa taille et de la diversité de ses activités, la *KfW* est divisée en quatre branches distinctes, réparties entre des opérations nationales et internationales. Pour le financement national, qui constitue environ deux tiers de ses prêts, c'est la *Mittelstandsbank* qui a pour but de soutenir les PME et les créations d'entreprises. La *Kommunal und Privatkundenbank* et le *Kreditinstitute* financent, quant à eux, des projets privés liés au logement, à l'éducation, à la protection de l'environnement ou du climat, ainsi que des infrastructures municipales¹.

Une des particularités de la *KfW* réside dans son implication au sein d'un réseau de 17 banques publiques de développement régionales à travers l'Allemagne. Ce réseau inclut des institutions comme la *NRW Bank* (une banque de développement pour l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie) et l'*Investitionsbank Berlin* (IBB) (une banque de développement de la ville-État de

¹ Un plus de ces deux entités, il existe deux autres branches dédiées au financement international (qui représente environ un tiers des prêts totaux) : la *KfW IPEX-Bank*, qui soutient le financement des exportations et des projets internationaux, et la *KfW Entwicklungsbank* aide les pays en développement. En octobre 2012, elle a par ailleurs créé une cinquième division à but non lucratif, la Fondation *KfW (KfW Stiftung)*, axée sur l'entrepreneuriat responsable, l'engagement social, l'environnement et la culture.

Berlin). À cela s'ajoutent les *Sparkassen*, des banques d'épargne publiques locales, notamment composées de 385 institutions municipales indépendantes, qui fonctionnent selon un principe strictement régional et une mission d'intérêt public¹ ([Cassell 2020](#)).

Cette architecture particulière fait de la *KfW* une banque publique à l'envergure considérable (elle fait partie des plus grandes banques du monde) : ses actifs dépassent les 550 milliards d'euros (un chiffre deux fois supérieur à ceux de la Banque Mondiale) et disposant d'un maillage du territoire allemand particulièrement dense ([Marois 2024](#)).

Source de financement et fonctionnement

Comme la majorité des banques publiques de développement européennes, la majeure partie du capital de la *KfW* (plus de 90 %) provient d'émissions d'obligations sur les marchés mondiaux, le reste provenant directement du gouvernement fédéral. Grâce à la garantie implicite de l'État allemand, elle est considérée depuis 14 ans comme la banque la plus sûre du monde par [Global Finance](#) et sa note est AAA dans toutes les agences de notation. Cela lui permet d'accéder aux marchés financiers avec des taux d'intérêt parmi les plus bas pratiqués.

En pratique, sa mission d'intérêt public se traduit par le fait qu'elle n'est pas contrainte par les obligations fiduciaires,² comme le sont les établissements privés. La banque n'est pas déficitaire pour autant : entre 2017 et 2021, le rendement moyen des actifs de la *KfW* a été de 0,28 % ce qui a permis de générer un rendement annuel moyen de 1,43 milliard d'euros sur la même période.

Rôle dans le financement de la transition écologique

La *KfW* a été, dès le milieu des années 1980, une pionnière dans l'intégration de considérations écologiques au sein du secteur financier, en proposant certains des premiers programmes environnementaux au monde. Ces premières orientations en faveur du financement de la transition ont depuis évolué pour devenir, depuis plus d'une décennie maintenant, une des activités centrales de la banque, et ce, pour toutes les catégories de ses clients ([Griffith-Jones 2016](#)).

Pour les acteurs industriels, la *KfW* a ainsi annoncé, début 2011, un investissement de 100 milliards d'euros sur cinq ans pour soutenir l'innovation dans les technologies propres et promouvoir l'approvisionnement en énergie éolienne et solaire. À la fin de cette même année, la banque finançait

¹ La structure financière allemande repose ainsi sur 3 piliers qui cohabitent : les banques publiques, les banques coopératives d'épargne (comme la DZ Bank) et les banques universelles privées (comme la Deutsche Bank).

² L'obligation fiduciaire correspond à l'obligation légale, qu'une organisation, appelée le fiduciaire, a envers une autre partie, appelée le bénéficiaire, pour agir dans son meilleur intérêt. Au sein du secteur le secteur financier, cette obligation, qui se traduit par le devoir de générer un profit maximal tout en préservant le capital confié par un tiers, est souvent mise en opposition avec le fait d'investir dans les secteurs verts moins rentables, ou le désinvestissement des secteurs bruns. Cette opposition est toutefois contestée ([UNEP 2021](#)).

46 % de la nouvelle capacité électrique ajoutée en Allemagne. En parallèle, la banque a géré au niveau municipal, entre 2011 et 2021, le programme de réhabilitation urbaine qui a octroyé 130 millions d'euros en subventions et 1,3 milliard d'euros en investissements. Ce programme a notamment favorisé la transition au sein des villes et des communes qui n'auraient pas eu accès à ces financements autrement. Au niveau des ménages enfin, son programme de construction et rénovation énergétiques a, entre 2019 et 2020, plus que doublé les prêts, passant de 11,2 milliards d'euros à 26,8 milliards d'euros¹.

Au-delà de ces prêts directs, elle s'est également appuyée sur la mise en place de conditionnalités environnementales aux prêts à taux préférentiels qu'elle octroyait afin d'orienter les politiques de ses emprunteurs. Les grandes lignes de ces conditionnalités ont été rédigées pour être compatibles avec l'Accord de Paris, mais ont ensuite été déclinées et adaptées aux profils et aux projets des emprunteurs. À titre d'exemple, 95 % du financement pour les technologies de production d'acier sont exclusivement réservés aux technologies qui contribuent directement à la neutralité carbone (comme les technologies permettant d'augmenter la part d'acier recyclé), et d'ici 2026, ce pourcentage doit passer à 100 %.

Dans le secteur de l'immobilier, la *KfW* octroie des prêts spécifiquement dédiés aux constructions neuves satisfaisant aux plus hauts standards écologiques. Ces prêts sont à taux préférentiel, avec des maturités prolongées et peuvent inclure des clauses de remboursement flexibles (comme des extensions potentielles et des options de remboursement anticipé). Une fois la construction achevée et certifiée, un allègement de la dette, pouvant aller jusqu'à 25 %, peut même être accordé si l'efficacité énergétique du bâtiment surpasse les critères définis contractuellement en amont. Les offres destinées à rénovation de bâtiments existants sont également particulièrement avantageuses : depuis 2020, si la rénovation d'un bâtiment permet d'atteindre la catégorie d'efficacité énergétique la plus élevée, le prêt associé à son financement peut bénéficier d'une prime de remboursement de 40 % ([Rodrik 2023](#)).

¹ Ces politiques environnementales se confrontent parfois à d'autres priorités économiques. Par exemple, en réponse à la crise énergétique mondiale, le gouvernement allemand a ordonné à la *KfW* d'augmenter les financements pour les sources d'énergie carbonées. La banque a cependant fait savoir, dans un communiqué, qu'elle considérerait ces nouveaux investissements comme une source de risque institutionnel : « La *KfW* renforce son implication dans le secteur des énergies fossiles pour le compte du gouvernement fédéral. Cela peut entraîner des baisses de notation en matière de durabilité et peut être perçu comme une contradiction avec les objectifs de durabilité de la *KfW*. » ([KfW 2023, p. 68](#)).